

ASSEMBLEE GENERALE

ONZIEME SESSION

Documents officiels

Vendredi 4 janvier 1957,
à 10 h. 45

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 31 de l'ordre du jour :

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de
l'homme (*suite*)Article 8 du projet de pacte relatif aux droits écono-
miques, sociaux et culturels (*suite*)..... 205

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.532, A/C.3/L.547, A/C.3/L.550, A/C.3/L.552/Rev.1, A/C.3/L.553, A/C.3/L.554) (*suite*)

ARTICLE 8 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, ANNEXE I, A) (*suite*)

1. M. BRENA (Uruguay) regrette d'avoir à annoncer, en qualité de Président du Groupe de travail constitué à la séance précédente, que, malgré les efforts de conciliation déployés par les auteurs des divers amendements à l'article 8 du projet de pacte (E/2573, annexe I, A), aucun accord n'a pu être réalisé sur un texte de compromis. Les divergences ont porté en effet sur les principes mêmes et non pas seulement sur la forme. Elles ont concerné essentiellement les conditions d'exercice du droit syndical, les garanties à accorder et le droit de grève.

2. Devant l'échec de cette tentative, les délégations de la Bolivie, du Pérou et de l'Uruguay ont décidé de reviser leurs amendements et de présenter un nouveau texte (A/C.3/L.552/Rev.1) tenant compte des diverses suggestions formulées tant à la Commission qu'au Groupe de travail.

3. M. HOARE (Royaume-Uni) dit que, bien que les délégations du Pérou et de l'Uruguay aient fait preuve du plus grand esprit de conciliation et aient accepté de sacrifier certaines de leurs propositions, les délégations qui faisaient partie du Groupe de travail n'ont pu modifier leur position sur certains points fondamentaux. Par suite, certaines délégations n'ont pu accepter la partie de l'amendement des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.550) qui prévoit dans quelles limites des restrictions pourraient être apportées à l'exercice des droits syndicaux. Le représentant du Royaume-Uni, quant à lui, n'a pu approuver certains passages du texte des trois puissances (A/C.3/L.552) contre lesquels il avait formulé des objections à la séance précédente.

4. M. EUSTATHIADES (Grèce) présente quelques observations sur les amendements à l'article 8 dont la Commission est saisie. Il note, tout d'abord, que la proposition de l'Union soviétique (A/C.3/L.547) tend à garantir un droit qui n'est pas énoncé dans le texte mis au point par la Commission des droits de l'homme: le droit des syndicats de fonctionner librement. Elle apporte ainsi une précision intéressante qui mérite d'être retenue; elle est d'ailleurs conforme à la Convention internationale du travail de 1948, qui contient des dispositions relatives au libre exercice de l'activité syndicale.

5. A propos des amendements présentés conjointement par la Bolivie, le Pérou et l'Uruguay (A/C.3/L.552), le représentant de la Grèce constate que l'expression "la liberté syndicale la plus large" n'est pas dépourvue d'ambiguïté. Elle risque de justifier une interprétation radicalement contraire aux intentions des auteurs. Mieux vaudrait donc, semble-t-il, modifier le libellé de ce passage pour éviter toute équivoque. Le point 2 des amendements communs, qui doit être lu en liaison avec le point 4, paraît fort à propos, et la délégation grecque est disposée à l'appuyer. L'adjonction du verbe "favoriser" constitue, en particulier, une heureuse amélioration. Certaines modifications rédactionnelles seraient cependant souhaitables. Comme personne ne peut individuellement former un syndicat, il y aurait intérêt à retenir la formule de l'article 8 reconnaissant à "toute personne" le droit "de former avec d'autres des syndicats". Si toutefois on adoptait, sur ce point, la proposition des trois puissances, il vaudrait mieux employer le pluriel "toutes personnes". Il serait également préférable de reconnaître à l'individu le droit de s'affilier "à des syndicats de son choix", et non, comme il est proposé dans le texte des trois puissances, "au syndicat de sa préférence". L'amendement proposé au point 3 satisfait le représentant de la Grèce qui désirerait simplement en voir quelque peu modifier la forme. Le mot "quelconque" ne paraît pas nécessaire. On pourrait le supprimer ou remplacer "une organisation syndicale internationale" par "toute organisation syndicale internationale". L'adjonction d'un paragraphe consacrant le droit de grève ne soulève, de la part de la délégation grecque, aucune objection de principe.

6. Examinant ensuite l'amendement des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.550), M. Eustathiades reconnaît que la formule qui figure au paragraphe 2 du texte proposé est plus précise que celle qui figure à l'article 4 du projet de pacte. Elle ne mentionne pas seulement "le bien-être général dans une société démocratique"; elle vise aussi la sécurité nationale, l'ordre public et les droits et libertés d'autrui. On peut néanmoins se demander avec le représentant de l'Union soviétique si l'article 4 n'est pas suffisant. En tout cas, il faut éviter d'assortir tous les articles de la troisième partie du pacte de dispositions semblables à celles qui figurent dans le texte proposé pour le paragraphe 2

dans l'amendement des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Mieux vaudrait apporter ultérieurement la précision à l'article 4 lui-même. La deuxième phrase du paragraphe 2 ne donne pas entière satisfaction à la délégation grecque. Elle considère en effet que la mention relative à "la fonction publique" n'est pas opportune. D'autre part, dans les pays où l'économie est très largement socialisée, un grand nombre de travailleurs risquent d'entrer dans cette catégorie et de voir restreindre leur liberté de former des syndicats. Dans ces conditions, le représentant de la Grèce demande qu'au moment du vote sur le paragraphe 2 du texte proposé dans l'amendement, la Commission se prononce séparément sur la première phrase, sur la deuxième phrase et sur les mots "ou de la fonction publique". Le paragraphe 3 du texte proposé dans l'amendement des Pays-Bas et du Royaume-Uni ne paraît pas rigoureusement nécessaire du point de vue juridique, car il va de soi que le pacte ne peut avoir aucun effet sur les obligations juridiques contractées par les Etats en vertu de la Convention internationale du travail de 1948. Si la Commission tenait cependant à cette adjonction, il faudrait supprimer les tirets qui figurent dans le texte français.

7. M. TSAI (Chine) rappelle que l'article 8 relatif au droit syndical a été discuté de manière très approfondie par la Commission des droits de l'homme. La discussion ayant révélé de profondes divergences de vues, la Commission avait décidé de présenter un texte de caractère général susceptible d'être approuvé par la majorité. Etant donné les difficultés rencontrées dans l'élaboration de l'article 8 et pour éviter de nouveaux retards, il semble que le mieux serait d'adopter le texte du projet sous sa forme actuelle. La délégation chinoise, pour sa part, n'est pas opposée à ce que certaines précisions soient données, mais elle craint que l'accord ne puisse se faire sur un article dont les dispositions seraient trop détaillées et s'écarteraient sensiblement de l'original. En étudiant les amendements qui lui sont proposés, la Troisième Commission ne doit pas seulement considérer leur opportunité; elle doit aussi se préoccuper de savoir s'ils pourront rallier une majorité.

8. Le représentant de la Chine souligne qu'à la Commission des droits de l'homme, le droit syndical n'a pas été considéré par toutes les délégations comme un droit fondamental. Certaines y ont vu seulement un aspect de la liberté d'association énoncée à l'article 21 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques (E/2573, annexe I, B). Toutes ont cependant reconnu son importance exceptionnelle et ont décidé de lui consacrer un article spécial dans le pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La question s'est alors posée de savoir s'il ne faudrait pas préciser les éléments constitutifs du droit syndical. C'est ainsi que l'on a proposé de mentionner le droit de grève et le droit des syndicats de s'affilier à une organisation internationale. La Commission des droits de l'homme a rejeté ces propositions après de longues délibérations. Il ne semble pas utile de se lancer à nouveau dans une discussion à ce sujet. La Troisième Commission doit se garder de faire un sort spécial à tel ou tel élément du droit syndical, à tel ou tel moyen d'assurer le libre exercice de l'activité syndicale. On ne comprendrait pas, en effet, pour quelle raison elle se préoccuperait de certains de ces éléments et de certaines de ces méthodes en laissant les autres de côté.

9. M. THIERRY (France), répondant à une question posée à une séance précédente, précise que le droit français fait une distinction entre la liberté d'associa-

tions et la liberté syndicale. Le syndicalisme ayant pour seul objet la défense des intérêts professionnels, la première est plus large que la seconde. Avant la deuxième guerre mondiale, la jurisprudence du Conseil d'Etat ne reconnaissait que les associations de fonctionnaires. Depuis la Constitution de 1946 et le Statut de la fonction publique, la situation s'est modifiée et les membres de la fonction publique ont le droit de former des syndicats; ceux-ci jouent maintenant dans l'administration un rôle qui est loin d'être négligeable.

10. A la vérité, le droit français en la matière est fondé sur deux principes: le droit des individus de se syndiquer et la liberté d'adhérer au syndicat de leur choix. A cet égard, l'article 8, interprété en tenant compte de l'article 21 du pacte relatif aux droits civils et politiques, apparaît satisfaisant. Au reste, il y aurait intérêt à modifier le moins possible les textes mis au point avec beaucoup de soin par la Commission des droits de l'homme. Ils réalisent une synthèse entre des tendances variées; toute modification risquerait de porter atteinte à l'équilibre ainsi réalisé.

11. A propos de l'amendement des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.550), M. Thierry estime que le droit syndical ne doit pas faire l'objet d'une réglementation différente dans les deux pactes. Cela serait paradoxal. Le paragraphe 2 du texte proposé dans l'amendement en question tend à éviter un manque d'harmonie choquant. Comme les limitations qu'il prévoit visent non pas la liberté syndicale, mais le droit de l'Etat de restreindre cette liberté, ce paragraphe paraît acceptable. Toutefois, la mention qui est faite de la fonction publique semble impliquer à l'égard des fonctionnaires une méfiance injustifiée. Le paragraphe 3 du texte proposé dans l'amendement constituerait une garantie supplémentaire; son adoption empêcherait ultérieurement que des conflits ne se produisent entre les obligations résultant du pacte et celles qui découlent de la Convention internationale du travail de 1948.

12. Passant au projet des trois puissances (A/C.3/L.552), M. Thierry constate que la modification proposée au point 1 des amendements ne s'impose pas absolument, car le texte de la Commission des droits de l'homme a un caractère suffisamment général et permet la formation de toute espèce de syndicat. Dans le texte proposé au point 2, le mot "favoriser" mérite d'être retenu. Quant à l'amendement figurant au point 3, il constitue une amélioration de forme par rapport au texte original. Ce sont en effet des organisations nationales et non des individus qui peuvent s'affilier à une organisation syndicale internationale; on ne peut donc qu'accueillir favorablement cette modification.

13. L'idée dont s'inspire l'amendement de l'URSS (A/C.3/L.547) est des plus intéressantes, mais il semble que l'article 8 actuel la prenne déjà en considération. Il ne paraît donc pas indispensable de modifier cet article sur ce point.

14. Le représentant de la France rappelle, pour terminer, que sa délégation est en principe favorable au maintien des textes tels que la Commission des droits de l'homme les a rédigés. Elle pourra cependant accepter les amendements qui en amélioreraient le libellé.

15. M. CURRIE (Canada) déclare que la délégation canadienne avait, au départ, des doutes sur l'utilité de l'article 8; il existe en effet une convention qui concerne la liberté syndicale et la protection du droit syndical: la Convention internationale du travail de 1948; d'autre part, le droit de former des syndicats est compris dans le droit d'association énoncé à l'article 21 du

projet de pacte relatif aux droits civils et politiques. Comme les deux pactes sont des instruments parallèles et complémentaires qui seront ouverts à la signature simultanément, la délégation canadienne s'est demandé s'il était bien nécessaire d'inclure dans l'un des pactes un aspect de la liberté d'association, alors que cette question est traitée de façon plus complète dans l'autre pacte. Etant donné toutefois que le droit de se syndiquer a des conséquences économiques et sociales très importantes, la délégation canadienne a changé d'avis. Cela dit, elle ne peut accepter l'article 8 sous sa forme actuelle, principalement parce que cet article, qui fait aux Etats une obligation absolue d'assurer le libre exercice d'un droit, ne mentionne pas les restrictions auxquelles la loi peut soumettre ce droit. C'est pourquoi elle est heureuse que les délégations des Pays-Bas et du Royaume-Uni aient présenté leur amendement (A/C.3/L.550). La délégation canadienne avait d'abord pensé que le plus simple serait d'ajouter au texte actuel de l'article 8, légèrement modifié, une phrase de l'article 21 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques, à savoir: "le présent article n'empêche pas de soumettre à des restrictions légales l'exercice de ces droits par les membres des forces armées ou de la police". Néanmoins, elle accepte volontiers la formule des Pays-Bas et du Royaume-Uni et votera en faveur des deux paragraphes qu'elles proposent d'ajouter à l'article 8.

16. Le texte original de l'article 8 présente un autre défaut. Il y est dit que toute personne a le droit de s'affilier à des syndicats "de son choix", ce qui peut donner à entendre que n'importe qui aurait le droit de s'affilier à n'importe quel syndicat, qu'il remplisse ou non les conditions auxquelles doivent satisfaire les membres de ce syndicat, et que l'Etat aurait l'obligation de veiller à ce que ce droit ne lui soit pas dénié. Pareille interprétation ne serait évidemment pas acceptable et c'est pourquoi la délégation canadienne a présenté un amendement (A/C.3/L.553) tendant à insérer, après le mot "choix", le membre de phrase suivant: "sous la seule réserve des règles fixées par l'organisation intéressée". Ce membre de phrase figure d'ailleurs déjà dans la Convention internationale du travail de 1948.

17. Si la Commission adopte l'amendement canadien et un amendement du genre de celui qu'ont proposé le Royaume-Uni et les Pays-Bas, la délégation canadienne pourra voter en faveur de l'ensemble de l'article.

18. La délégation canadienne avait présenté aux amendements des trois puissances (A/C.3/L.552) un sous-amendement (A/C.3/L.554) analogue à son propre amendement (A/C.3/L.553), ce qui ne voulait d'ailleurs nullement dire qu'elle acceptait entièrement toutes les modifications proposées. Les trois puissances ont présenté depuis un texte révisé que M. Currie n'a pas encore eu le loisir d'étudier. En tout état de cause, la délégation canadienne préférerait que la Commission adopte le texte original, une fois modifié par l'amendement canadien et l'amendement proposé par les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Elle n'appuiera pas l'amendement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.3/L.547), qui traite des droits des syndicats et non pas du sujet même du pacte, à savoir les droits de l'individu.

19. M. AZKOUL (Liban) souligne que la question à l'étude l'intéresse au plus haut point et qu'il la suit depuis le tout début. L'objet des pactes est de protéger l'individu et d'imposer aux Etats, qui ne sont que

moralelement liés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, des obligations juridiques précises.

20. Le représentant du Liban craint que la Troisième Commission, en adoptant de trop nombreux amendements au texte original de l'article 8 (E/2573, annexe I, A), ne rompe l'équilibre péniblement réalisé à la Commission des droits de l'homme. C'est pourquoi il se permettra, au risque de répéter ce que d'autres ont dit avant lui, de revenir sur certaines des idées générales qui ont guidé les travaux de la Commission des droits de l'homme. Il ne faut pas oublier que les deux pactes sont des instruments très différents. Dans le cas du pacte relatif aux droits civils et politiques, les Etats sont tenus d'assurer immédiatement et inconditionnellement l'exercice de tous les droits énoncés. Il en va différemment pour les droits économiques, sociaux et culturels, dont l'exercice est évidemment fonction du degré d'évolution du pays, ce dont le pacte tient compte en faisant aux Etats une obligation d'assurer "progressivement" — et M. Azkoul insiste sur le mot "progressivement" — l'exercice de ces droits. D'où la nécessité de rédiger l'article 4, qui concerne les limitations, en termes plus généraux et moins juridiques que l'article correspondant du pacte relatif aux droits civils et politiques.

21. L'article 2 parle du "plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte". C'est à dessein que la Commission des droits de l'homme a choisi ce terme. Le mot "reconnaissent" revient dans tous les articles du pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à trois exceptions près pourtant. Ces trois exceptions sont l'article 8, l'article 14, paragraphe 3, et l'article 16, paragraphe 3, où il est dit que les Etats "s'engagent". La Commission des droits de l'homme a estimé, en effet, que les trois droits dont il s'agit dans ces articles forment une catégorie à part, leur exercice n'étant nullement lié à la situation économique et sociale du pays. On peut se demander si les articles généraux 2 et 4 doivent être considérés comme s'appliquant à ces trois articles. C'est un point que la Commission des droits de l'homme, pressée par le temps sans doute, a négligé et M. Azkoul est heureux que les délégations des Pays-Bas et du Royaume-Uni aient pensé à combler cette lacune en présentant un amendement (A/C.3/L.550) qui précise quelles seraient les seules restrictions possibles à l'exercice du droit énoncé à l'article 8. La formule qu'elles proposent est la même que celle qui figure à l'article 21 du pacte relatif aux droits civils et politiques et est, semble-t-il, la bonne.

22. M. Azkoul considère par contre comme très insuffisant le texte révisé des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.1), qui prévoit, dans son paragraphe 1, c, que les seules restrictions au droit des syndicats d'exercer librement leur activité seront celles qui sont nécessaires "pour protéger les droits et les libertés d'autrui". Ce texte ne tient pas compte des réalités; à n'en pas douter, les Etats ne pourront pas accepter cet article s'il ne mentionne pas aussi l'ordre public et la sécurité de l'Etat.

23. M. Azkoul voudrait revenir sur une autre des idées qui ont guidé la Commission des droits de l'homme dans ses travaux. Cette commission, après mûre réflexion, a décidé que le pacte devait viser uniquement les droits que la conscience actuelle de l'humanité reconnaît à l'individu. C'est intentionnellement qu'elle s'est imposé ces limites et qu'elle a laissé de côté les droits des groupes et des associations. Il semble, par conséquent, que l'on devrait se contenter de l'article 8 actuel, en y ajoutant, pour ce qui est des restrictions, le texte

des Pays-Bas et du Royaume-Uni. L'article proposé par la Bolivie, le Pérou et l'Uruguay dans leurs amendements (A/C.3/L.552/Rev.1) est en très grande partie consacré aux droits et aux activités des syndicats en tant qu'organisations sociales; l'individu disparaît, ce qui est absolument contraire à la conception primitive du pacte. La même remarque vaut pour l'amendement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.3/L.547).

24. Sans se prononcer quant au fond même de l'amendement canadien (A/C.3/L.553), M. Azkoul estime que ce texte, qui ne vise qu'à combler une lacune et à rendre une obligation plus réalisable, fait partie de ceux dont la Commission peut utilement discuter. Il n'en va pas de même des amendements qui font sortir le pacte du cadre que lui avait fixé la Commission des droits de l'homme et risquent d'entraîner la Troisième Commission sur un terrain très dangereux.

25. M. BEAUFORT (Pays-Bas) tient à présenter quelques observations au sujet du droit de grève. Sa délégation reconnaît ce droit, mais estime qu'il est limité et ne peut être exercé que lorsqu'une société n'a pas encore atteint un certain niveau de développement et en dernier ressort. M. Beaufort établit à ce propos une comparaison entre la grève et la guerre à laquelle on ne peut avoir recours qu'en cas de légitime défense et lorsque tous les moyens de règlement pacifique ont été épuisés. Comme la guerre, la grève est une situation qui n'est ni naturelle ni souhaitable et ne peut être acceptée qu'à une certaine étape de l'évolution de la société humaine. Au XIX^{ème} siècle, la condition des classes laborieuses n'était guère meilleure que celle des esclaves de l'antiquité. Cet état de choses a changé sous l'influence des idées religieuses et morales, ainsi que grâce à l'action des syndicats qui, au début, étaient un instrument de lutte des classes. La situation a sensiblement évolué et, dans de nombreux pays, les associations d'employeurs et d'employés sont devenues des instruments de coopération dont l'activité est orientée principalement vers le bien-être de la société tout entière. Ces associations créent des liens entre les hommes, dans un ordre social nouveau et selon les diverses fonctions qu'ils exercent dans la société. C'est à la lumière de ces considérations que doit être interprétée la position de la délégation des Pays-Bas en ce qui concerne le droit de grève.

26. M. TOWNSEND EZCURRA (Pérou), présentant les amendements révisés des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.1), souligne que les auteurs se sont efforcés de tenir compte des différentes opinions exprimées à la Troisième Commission au sujet de l'article 8, afin de le rendre acceptable au plus grand nombre possible de délégations. Ils ont suivi le schéma d'énumération employé dans d'autres articles du pacte en énonçant d'abord les principes de garantie, puis les droits à garantir.

27. Pour répondre à l'objection du représentant du Royaume-Uni, ils ont énuméré, au paragraphe 1 du nouveau texte proposé, quatre droits précis faisant l'objet chacun d'un alinéa. Le paragraphe 2 contient une clause de protection inspirée du texte proposé pour le paragraphe 3 dans l'amendement des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.550), qui reprend les termes du paragraphe 21 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques.

28. Dans la proposition révisée, les droits sont énumérés dans un ordre logique. A l'alinéa *a* du paragraphe 1, on a repris l'idée du texte initial du pacte (E/2573, an-

nexe I, A) en déclarant que toute personne a le droit de s'affilier à des syndicats de sa préférence et on a maintenu l'idée exprimée dans les premiers amendements des trois puissances (A/C.3/L.552), selon laquelle l'objet de la formation des syndicats est de protéger et de favoriser les intérêts économiques et sociaux de l'individu. Le principe énoncé à l'alinéa *b* du paragraphe 1 se retrouvait également dans le texte original des amendements, mais il est présenté dans le texte actuel de façon plus claire et plus logique. A l'alinéa *c* du paragraphe 1, on a introduit la notion de garantie qui est à la base de l'amendement de l'Union soviétique (A/C.3/L.547), tout en complétant cet alinéa par des éléments puisés dans l'amendement des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Le représentant du Pérou rappelle qu'il avait fait observer, à la 719^{ème} séance, que si la liberté syndicale est l'une des libertés publiques, les droits qui en découlent ne sauraient avoir un caractère absolu; ils sont limités par les droits et les libertés d'autrui. M. Townsend Ezcurra juge cette notion préférable, en raison de son caractère général, à d'autres concepts tels que la sécurité extérieure et l'ordre public qui tendraient à limiter la portée de l'article 8.

29. Les auteurs des amendements ont introduit la notion du droit de grève à l'alinéa *d* du paragraphe 1. Il leur est difficile en effet d'accepter l'argument selon lequel il ne conviendrait pas de mentionner le droit de grève dans le pacte parce que la grève est un dernier recours dans les relations entre patrons et ouvriers. Ce droit, qui découle logiquement de la liberté syndicale, est reconnu dans la législation d'un grand nombre de pays. Dans une société idéale, la grève n'aurait pas de raison d'être, mais, dans la société actuelle, il est nécessaire que le droit de grève soit juridiquement consacré. Il n'est nullement insolite de le mentionner dans le projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, puisqu'on fait état de l'esclavage et du travail forcé dans le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques.

30. M. JARAMILLO ARRUBLA (Colombie) fait observer, à propos de l'article 8, qu'une seule personne ne peut former un syndicat, mais qu'un syndicat peut ne compter qu'un seul adhérent. Les législations de divers pays exigent qu'il y ait un certain nombre de personnes pour former un syndicat; la Constitution colombienne, par exemple, fixe ce nombre à 25. Il y aurait donc intérêt à introduire la notion de groupe de personnes dans l'article 8, en ce qui concerne la formation des syndicats.

31. La délégation de la Colombie attache une grande importance à la reconnaissance du droit syndical qui est consacré depuis de nombreuses années par la législation en vigueur dans son pays. Le Gouvernement colombien fonde traditionnellement sa politique syndicale sur un syndicalisme libre et démocratique, par opposition à un syndicalisme totalitaire. Il reconnaît, comme l'Eglise catholique, que la liberté d'association est un droit naturel de la personne humaine, et, tout en respectant les convictions idéologiques des individus, il considère que l'objectif du syndicalisme est de défendre les intérêts des travailleurs en restant en dehors des partis politiques. En conséquence, le principe énoncé à l'article 8 est tout à fait conforme à la politique de la Colombie.

32. M. Jaramillo Arrubla constate que l'article 8 n'établit pas de distinction entre l'unité et le pluralisme syndical. Ce point mérite pourtant d'être précisé. A ce propos, le représentant de la Colombie rappelle que la constitution de son pays ne reconnaît de syndicats uni-

ques que dans le cas des syndicats d'entreprise et des syndicats industriels.

33. Passant aux amendements révisés des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.1), M. Jaramillo Arrubla déclare que le texte proposé précise l'idée qui est à la base de l'article 8. Il considère cependant que l'on rendrait plus clair le sens de l'alinéa *b* du paragraphe 1 en insérant les mots "ou de s'y affilier" entre le mot "nationales" et le mot "et". La délégation de la Colombie appuiera également les alinéas *c* et *d* du paragraphe 1. Sur le plan doctrinal, la grève représente pour les travailleurs le moyen de défendre leurs intérêts quand les autres recours sont épuisés et il est bon que le droit de grève soit consacré dans le pacte. M. Jaramillo Arrubla rappelle à ce propos que le droit de grève est reconnu en Colombie, sauf dans le cas des services publics. Le représentant de la Colombie appuiera également le paragraphe 2 du texte révisé qui garantit le respect des droits énoncés.

34. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) voudrait tenter de concilier les diverses vues qui ont été exprimées au sujet de l'article 8. Il est possible, par exemple, de fusionner l'alinéa *c* du paragraphe 1 des amendements révisés des trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.1) avec l'amendement des Pays-Bas et du Royaume-Uni (A/C.3/L.550).

35. Si les amendements révisés étaient mis aux voix, la délégation du Chili demanderait un vote séparé sur les alinéas *a* et *b* du paragraphe 1. On donnerait ainsi

aux délégations opposées à ces deux alinéas la possibilité de les remplacer par le texte original de l'article 8 qui semblent appuyer un grand nombre de délégations. Certains représentants estiment en effet que la formule "s'engagent à assurer le libre exercice" est préférable à celle qui figure dans l'article proposé par les trois puissances; M. Díaz Casanueva considère pour sa part qu'il est indispensable de souligner l'obligation juridique qu'ont les Etats d'assurer l'exercice du droit syndical.

36. La délégation chilienne accepte l'inclusion du droit de grève, mais elle fait observer que les termes de l'alinéa *d* du paragraphe 1 du texte des trois puissances pourraient laisser entendre que le droit de grève peut ne pas être utilisé uniquement en dernier recours. Il suggère donc d'ajouter à la fin de cet alinéa les mots suivants: "après que les procédures de conciliation auront été épuisées".

37. M. HOARE (Royaume-Uni) appuie l'amendement présenté par le Canada (A/C.3/L.553). Sa délégation se propose de présenter des amendements aux amendements des trois puissances, mais, comme il serait très difficile d'en saisir la portée s'ils se présentaient sous la forme de sous-amendements à des amendements à l'article 8, il les présentera sous la forme d'amendements au texte révisé proposé par les trois puissances (A/C.3/L.552/Rev.1).

La séance est levée à 13 h. 10.